

Le MIR : Mouvement International de la Réconciliation.

Le MIR est engagé en France depuis les années 20 contre les guerres et pour la promotion d'une non-violence active inspirée de l'Évangile. Le mouvement, membre d'un mouvement international interreligieux, intervient sur les thèmes de l'éducation à la non-violence, du rapport entre les religions et la paix, ou encore de la lutte contre les injustices, dans une réflexion de fond et en réaction à l'actualité internationale.

I Le MIR : branche française de l'IFOR.

A Du scandale de la guerre à la promotion de la non-violence active.

C'est face au scandale de la Première Guerre Mondiale qu'est créée l'IFOR, *International Fellowship of Reconciliation*, en 1919, d'une prise de conscience par des chrétiens de nationalités et de confessions différentes, de l'absurdité d'une guerre préparée activement et opposant des peuples et des personnes se déclarant frères en Christ. Dès la fin de la guerre, l'IFOR s'oppose aux conditions humiliantes imposées à l'Allemagne par les pays vainqueurs et choisit dès la départ une ligne internationaliste en rupture avec les nationalismes étroits adoptés par les États et les Églises à l'époque. Le mouvement est à l'origine majoritairement protestant, et s'inspire du témoignage de groupes tels que les Quakers. Mais il gagne progressivement en diversité tant confessionnelle que religieuse, et géographique.

Le mouvement ne cesse de s'étendre et de créer des branches en Europe et dans d'autres continents. Dans les différentes branches nationales, se retrouvent un certain nombre d'engagements récurrents : de nombreux membres du mouvement se déclarent objecteurs de conscience, et l'IFOR figure parmi les pionniers dans la lutte pour la reconnaissance du droit à l'objection, dans les législations respectives de chacun des pays en question (France, Belgique, puis plus tard en Suisse, en Italie, etc...). Ce thème met le mouvement en situation d'opposition avec les États, et avec une part importante de la société, qui refuse cette idée au nom du respect des soldats morts au combat. Mais également dans une situation de dialogue contradictoire et vigoureux avec les Églises elles-mêmes, qui sont amenées à réfléchir et évoluer sur cette question. Le mouvement étend également sa réflexion au-delà des violences militaires, dans l'opposition à l'ensemble des violences et des injustices d'autres natures : économiques, sociales, politiques. Il cherche à développer en contrepartie tous les aspects d'un programme constructif orienté autour de la justice sociale et du respect de la vie. Un engagement est accompli en particulier auprès des plus pauvres et des exclus

Les branches de l'IFOR s'engagent durant la Seconde Guerre Mondiale auprès des victimes du conflit, puis dans les décennies qui suivent, contre le nucléaire et pour le désarmement. Un combat important est mené contre les discriminations raciales aux États-Unis, dès 1942, puis dans le mouvement des droits civiques auprès de Martin Luther King, membre de l'IFOR. Les combats se poursuivent jusqu'à aujourd'hui autour des axes déjà évoqués, ainsi que contre les guerres (Vietnam, Golfe, Irak...) et pour l'émancipation des peuples.

L'IFOR s'est particulièrement développée dans l'hémisphère Sud durant la seconde moitié du XXe siècle, sur les cinq continents : elle est à l'origine de la création du SERPAJ (Servicio Paz y Justicia) en Amérique Latine , et le mouvement philippin Akkapka, à l'origine de la chute du dictateur Marcos en 1986, était alors un mouvement affilié de l'IFOR, et en devient plus tard une branche. L'action du mouvement se traduit particulièrement aujourd'hui par la promotion d'une culture de non-violence. Six membres de l'IFOR, décédés ou vivants, ont reçu le Prix Nobel de la Paix : entre autres Martin Luther King, Mairead Corrigan, et Adolfo Perez Esquivel.

B L'IFOR aujourd'hui.

L'IFOR se mobilise de façon particulièrement importante autour de la « Décennie pour une culture de non-violence et de paix au profit des enfants du monde », promulguée par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1998 pour la décennie 2001-2010. C'est en particulier Pierre Marchand, représentant de l'IFOR à l'UNESCO, qui est à l'origine de l'initiative. Mais c'est également dans l'animation des coordinations nationales et internationale pour cette Décennie que sont investis les membres du mouvement, comme il sera vu plus loin.

En 2000, l'IFOR prend acte d'un certain nombre de difficultés que traverse le mouvement, tant au point de vue financier, avec un déficit global important, qu'humain, concernant l'équipe des salariés du secrétariat international. Le Conseil International se concentre alors largement autour de ces graves difficultés, et des décisions difficiles sont prises, comme la suppression momentanée de la plupart des programmes, afin de relever les finances. Un comité directeur intérimaire est alors élu pour deux ans, avec pour mission de remettre l'IFOR sur les rails, de favoriser une réflexion des branches sur l'avenir du mouvement, et de préparer un nouveau conseil deux ans plus tard. C'est donc en 2002 que se tient le dernier Conseil International en date de l'IFOR, qui réunit plus de 70 participants issus de 23 pays. Après cette suspension partielle des activités au niveau international, le mouvement poursuit une période de transition, mais les finances sont assainies après cette période de « jachère » nécessaire.

Le programme international « Femmes artisanes de paix », essentiellement financé par le gouvernement hollandais, se poursuit depuis 1992, date de sa création au sein de l'IFOR. Son but est d'appuyer les mouvements de femmes engagées pour la paix et la non-violence, d'encourager l'implication des femmes dans les processus de construction de la paix, et leur reconnaissance en tant qu'acteurs essentiels. Parmi ses dernières réalisations, notons qu'un rassemblement a été organisé en Equateur en 2002, qui a réuni des femmes originaires de tout le continent, engagées contre les injustices de manière non-violente. Des formations à la non-violence auprès de femmes engagées sont également mises en place dans divers pays : Timor Oriental, Kenya, Etats-Unis, au Congo, etc... Ces formations sont l'occasion de réfléchir entre autres à l'apport spécifique des femmes à la résolution des conflits.

Actuellement l'IFOR est présent dans plus de 40 pays sur les cinq continents, avec des branches entre autres à Madagascar, au Zimbabwe, au Japon, au Bangladesh, en Palestine, en Israël, en Belgique, en France, en Suède, aux Etats-Unis, en Nouvelle Zélande, etc..., des groupes entre autres en Croatie, en Lituanie, en Australie, au Tchad, en Afrique du Sud, au Népal, en Corée du Sud, aux Philippines, etc..., et enfin des groupes affiliés dans nombre de ces pays ainsi qu'au Sri Lanka, en Thaïlande, au Chili, etc...

C Une internationale non-violente.

L'IFOR, International Fellowship of Reconciliation, est présente dans plus de quarante pays dans le monde, en Afrique, Europe, Asie, Amériques et Océanie. Il rassemble des mouvements nationaux engagés dans un esprit de fraternité interreligieuse au service actif de la non-violence partout où la misère, l'injustice ou la guerre défigurent la dignité humaine. Il existe des groupes, des branches, ainsi que des organisations affiliées à l'IFOR, qui sont intégrés à divers degrés dans ses structures, les branches constituant les bases nationales du mouvement, et les organisations affiliées ayant simplement des liens de collaboration avec lui, car se reconnaissant dans un même esprit.

En temps habituels, tous les quatre ans se tient un *Conseil International* auquel sont délégués des membres de toutes les branches de l'IFOR, pour définir les grandes orientations du mouvement. Il est également un espace de rencontres conviviales et d'échanges ou de formations sur des thèmes de travail ; un lieu où se joue la cohésion et la vitalité de l'IFOR au niveau international. Lors de ce Conseil International, est élu sur la base d'un consensus le *Comité International*. Celui-ci se compose de sept membres, dont trois (le président, le vice-président, et le trésorier) forment le *Comité Exécutif*, qui se réunit régulièrement, et est censé représenter en son sein un reflet de la diversité du mouvement, en gardant un équilibre entre les sexes, les origines géographiques et les appartenances religieuses et confessionnelles des adhérents.

En temps ordinaire, ces deux instances assurent le fonctionnement du mouvement, elles n'ont pas un pouvoir de décision mais sont chargées d'appliquer les orientations prises lors du Conseil International. Leurs membres désignent un secrétaire international qui est particulièrement chargé du suivi des différentes initiatives du mouvement, de la coordination entre les branches, et des relations extérieures.

Le *Comité Représentatif* se réunit au moins une fois entre chaque Conseil International ; il est composé des membres du Comité International, ainsi que de représentants de chaque continent. Il a pour rôle de vérifier la conformité des décisions du Comité International aux orientations quadriennales, et de poser un regard sur l'action du secrétariat.

Le siège de l'IFOR est situé pour le moment à Alkmaar aux Pays-Bas ; un déménagement vers Genève est en discussion, afin de le rapprocher d'instances internationales diverses. Il est à noter que l'IFOR entretient déjà des relations suivies avec nombres d'entre elles, comme la Conseil Œcuménique des Eglises, et qu'il dispose notamment d'un statut consultatif à l'ONU et à l'UNESCO.

La base religieuse du mouvement constitue une dimension essentielle de celui-ci : il regroupe en son sein des adhérents et des groupes de religions et de confessions multiples, dans un esprit de dialogue et d'ouverture.

La base financière de l'IFOR est constituée par les apports conjoints des groupes nationaux. A partir de ces finances, outre le fonctionnement ordinaire de la structure et des différents programmes internationaux, des aides et soutiens spécifiques ou d'urgence peuvent être apportés à certains groupes en fonction de leurs situations respectives, de leurs difficultés et de leurs projets. Ainsi une solidarité concrète entre artisans de la non-violence au niveau international est mise en œuvre au sein de ce réseau.

L'IFOR est reconnue légalement sous la forme de « Stichting », fondation de droit hollandais. Le mouvement diffuse une lettre électronique internationale intitulée "IFOR in action".

Des membres de la branche française du MIR ont régulièrement été investis de fonctions et responsabilités internationales au sein du mouvement : ainsi Marie-Pierre Bovy a été présidente de l'IFOR de 1992 à 1996, et des membres comme Jean Goss, Henriette Tourne ou Christian Renoux ont été membres du Conseil d'Administration d'IFOR.

II Fondements et activités de la branche française du MIR.

A Pourquoi et comment.

Le Mouvement International de la Réconciliation est la branche française de l'IFOR. Il naît en 1923, dans un esprit de résistance à la guerre et de promotion de la non-violence et de ses racines évangéliques. Henri Roser en devient vite l'un des principaux animateurs ; il donne au mouvement une orientation décisive vers le combat en faveur de l'objection de conscience. Ce thème mobilise l'essentiel des énergies du MIR durant l'entre-deux guerres. Durant la seconde guerre mondiale, le pasteur André Trocmé engage la population de Chambon-sur-Lignon dans le sauvetage de milliers de juifs : il deviendra après la guerre secrétaire général du mouvement. Il a été reconnu comme Juste parmi les Nations par le mémorial de la Shoah de Yad-Vashem, en Israël, comme plusieurs autres membres du MIR.

Par la suite, la branche française de l'IFOR s'engage dans le dialogue avec les pays de l'Est de l'Europe, dans la lutte anti-nucléaire et pour le désarmement. Dans le cadre de la lutte pour l'objection de conscience, qui se poursuit, des initiatives sont prises afin de proposer des engagements constructifs aux objecteurs : chantiers dans des pays du Sud, travail avec les exclus et les exploités.

Par ailleurs, une activité importante de promotion de la non-violence active dans les luttes sociales et politiques à travers le monde est réalisée, avec des personnalités telles que Jean Goss, qui voyage depuis les années 50 jusqu'à sa mort en 1991, en tant que « secrétaire itinérant » de l'IFOR, pour soutenir et encourager dans le sens de la non-violence les mouvements de résistance en Hongrie, à Prague, en Irlande, en Amérique latine (avec Dom Helder Camara, Mgr Romero, Adolfo Perez Esquivel,...), au Liban, ou encore en Afrique du Sud.

Des contacts fréquents et actifs sont entretenus avec d'autres branches du MIR, notamment avec sa branche belge qui a joué un rôle important dans le soutien à l'indépendance du Congo en 1961, avec Jean Van Lierde.

Dans les dernières décennies, le mouvement s'est engagé contre la guerre du Vietnam, aux côtés des paysans du Larzac en lutte, dans les recherches pour une défense civile non-violente, dans les mouvements anti-Pershing, dans la formation à la non-violence active, contre les guerres du Golfe, dans la promotion d'une culture de non-violence, à travers l'éducation notamment, etc...

Actuellement, le MIR compte environ 200 adhérents en France, et un groupe local, à Lyon. Son siège est situé à Paris. Il comporte un *secrétariat national* et un *comité national* d'une quinzaine de membres, qui est chargé de la mise en œuvre des campagnes nationales, des décisions concernant la vie générale du MIR, des relations entre les groupes et personnes adhérents, enfin des relations extérieures au mouvement ou avec l'IFOR. Ce comité élit un bureau constitué d'un président (actuellement deux co-présidents : le pasteur François Dietz, et Christian Renoux), d'un trésorier (Bernard Flichy), et d'un secrétaire (Jacques Masca).

La participation au MIR peut se faire selon des modalités très diverses. On peut être, de manière non-exclusive, *adhérent*, et participer à la vie du mouvement en en recevant le bulletin interne d'information trimestriel ; *sympathisant*, en soutenant financièrement le mouvement sans s'engager dans ses activités ; *abonné* aux *Cahiers de la Réconciliation* (voir plus loin) ; *membre d'un groupe local*, en rejoignant en général une fois par mois d'autres

personnes du MIR pour discuter et agir ensemble ; *membre d'une commission* (de vigilance, etc..), en s'engageant pour le suivi d'un thème ou d'un partenariat particulier ; et enfin *membre de la communion de prière*, en portant dans sa prière les intentions et les actions du mouvement. Ce sont les groupes ou les membres du mouvement qui effectuent collectivement ou individuellement – dans les cas de campagnes de lettres par exemple- les actions et les initiatives de ce dernier.

Le MIR, en tant que branche française, est à l'origine un mouvement chrétien multiconfessionnel qui axe sa réflexion et son action sur la non-violence et ses sources évangéliques. Des représentants de nombreuses confessions chrétiennes en sont membres, dans un esprit d'œcuménisme et de partage. Une réflexion a été mise en œuvre sur l'ouverture du mouvement à des membres ou à des groupes faisant référence à d'autres traditions religieuses : un statut de membres dits « associés » a ainsi été créé, qui permet à des personnes d'autres traditions religieuses de venir partager cet engagement non-violent, et de bénéficier d'une voix consultative lors des assemblées générales du mouvement.

Concernant sa dynamique générale, le MIR connaît quelques inquiétudes liées à une insuffisance de moyens financiers, et surtout à des difficultés de renouvellement générationnel : ce dernier point reste un défi important à relever pour le mouvement.

B Résister, construire, approfondir.

Les trois grandes orientations de l'activité du mouvement sont les suivantes :

-la participation constructive à la promotion de la justice et de la paix, au dialogue et à la réconciliation entre les peuples et les religions, au renforcement de la démocratie et de structures sociales et économiques plus justes, à l'interpellation des croyants sur ces différents thèmes et sur la non-violence ;

-la résistance à la guerre sous toutes ses formes, ainsi qu'à ce qui tend à la rendre possible ou à la justifier, aux violences tant structurelles que sociales et économiques, aux autres formes plus insidieuses de violence (racisme, exclusion, injustices,...) ;

-l'engagement et le travail pour l'éducation à la paix, la formation à la médiation et à la résolution non-violente des conflits, l'objection de conscience, la recherche théologique sur la non-violence et la création de services de paix au sein de toutes les religions.

Les trois grandes formes d'engagement du MIR sont les suivantes :

1) L'action.

Le mouvement s'engage en réaction aux guerres telles que l'offensive armée des Etats-Unis en Irak, par la participation à des manifestations et à des actions de protestation : réalisation et diffusion d'un communiqué de presse, opération "grains de riz pour la paix", pour laquelle les membres et sympathisants sont appelés à envoyer du riz à la Maison Blanche accompagné du message biblique « Si ton ennemi a faim, nourris-le », soutien technique au jeûne de protestation organisé par l'Arche devant l'ONU à New-York, participation à des collectifs locaux, etc...

Une campagne de lettres au premier ministre a été organisée lors de la crise malgache de 2002, une pétition diffusée contre un nouveau programme français de centrales nucléaires, et le mouvement participe également aux campagnes d'Agir Ici. Lors de la journée de la paix du 21 Septembre, des membres du MIR sont actifs de diverses manières, autour du symbole

du drapeau PACE en particulier. C'est enfin dans le cadre de la Décennie de la culture de non-violence et de paix que le mouvement de la réconciliation s'engage particulièrement sur le long terme, afin de sensibiliser l'opinion publique et d'infléchir la politique française sur ce thème.

Au niveau de la solidarité internationale, le mouvement relaie les campagnes de l'IFOR, et agit pour soutenir les initiatives de paix prises dans certains pays du Sud, comme il sera vu plus loin pour l'Afrique des Grands Lacs.

Concernant le conflit israélo-palestinien, deux militants non-violents, l'un palestinien et l'autre israélien, ont été invités par le MIR à venir en France quelques jours en 2003, ils ont ainsi pu témoigner publiquement lors de soirées-débat de leurs activités au coeur de ce conflit, et travailler avec des adhérents du mouvement sur la situation au Proche-Orient à l'occasion d'une journée de travail interne. Christian Renoux, co-président du MIR, a participé au pèlerinage de paix européen et oecuménique organisé par Hildegard Goss-Mayr, présidente d'honneur de l'IFOR, en avril 2001 en Israël-Palestine, qui a permis de rencontrer et soutenir de nombreux acteurs de paix sur le terrain. Le MIR est par ailleurs membre du collectif *Chrétiens et Proche-Orient*. Il joue un rôle actif également dans le lancement de l'appel *Une autre voix chrétienne*, fin 2003, en écho à l'appel intitulé *Une autre voix juive*, qui affirme la solidarité avec les victimes du conflit et le soutien aux acteurs de paix israéliens et palestiniens, tout en refusant l'amalgame entre la critique d'Israël et l'antisémitisme.

2) *La formation.*

C'est l'une des activités les plus importantes du MIR. Ses animateurs ou les groupes locaux sont régulièrement sollicités afin de venir animer des sessions de formation, des soirées sur le thème de la non-violence, des conférences. Des sessions de formation à la non-violence évangélique, à la gestion des conflits, à la médiation, ou encore des stages de formation de formateurs sont régulièrement organisés, parfois à l'initiative du MIR, et parfois à la demande.

Des animations sont également effectuées auprès de jeunes ou d'adultes, ainsi que des interventions lors de séminaires. Dans ce cas il s'agit la plupart du temps de demandes émanant d'institutions ou de groupes religieux : animation d'un cycle biblique sur "Violence et non-violence dans la Bible", après-midi de formation sur les fondements de la culture de paix et de non-violence pour le CCFD à Saintes, conférence sur la culture de la paix, animation d'une après-midi sur "Non-violence et Bible" pour le consistoire de l'Eglise réformée à Strasbourg, intervention sur "Pardon et non-violence" dans une pastorale régionale, présentations diverses de la non-violence et de la réconciliation dans des paroisses, des aumôneries, des associations, des rassemblements religieux.

Deux formateurs se sont rendus en République Démocratique du Congo en 2003 pour trois sessions de formation sur la non-violence auprès d'une congrégation religieuse et François Dietz, co-président du MIR, est allé animer des rencontres autour de "la non-violence et l'Evangile" en Haïti en 2002. C'est à travers ce travail incessant de formation et d'animation que les adhérents du MIR contribuent à ancrer une culture de non-violence, au niveau non seulement des valeurs mais aussi des comportements, dans la société et particulièrement auprès des Eglises chrétiennes et des croyants. C'est là un travail de fond qui se poursuit depuis des décennies et grâce auquel les confessions chrétiennes sont de plus en plus sensibilisées à l'exigence de la non-violence.

L'un des axes de l'activité de formation se trouve être celui de l'éducation à la paix. Les adhérents du MIR interviennent dans ce but auprès de jeunes d'aumôneries ou lors de rassemblements de jeunes protestants ou catholiques. L'action se situe également au niveau de l'élaboration d'outils pédagogiques : le groupe de Lyon a ainsi conçu et réalisé des affiches ainsi qu'un puzzle représentant l'arbre généalogique de la paix, présentant plusieurs grands

témoins de la non-violence dans l'histoire et dans le monde jusqu'à aujourd'hui. L'arbre est accompagné de fiches plus détaillées présentant la vie et l'œuvre de chacune de ces personnalités. Le MIR a participé également à la réalisation de l'affiche *Les cent dates de la Non-Violence*, en 2001.

3) *La réflexion.*

Celle-ci se conduit d'une part au sein des groupes locaux, lors de réunions en général mensuelles, qui sont des moments de partage et d'échanges autour de l'actualité, des actions ou des campagnes en cours. Ce sont ensuite les différentes commissions qui sont des lieux de réflexion théorique ou appliquée sur des thèmes précis. C'est dans leur cadre que sont élaborées les orientations du mouvement sur ces thèmes, et les perspectives d'action.

Le MIR porte les convictions, les réflexions et les questionnements qui sont les siens, auprès de l'opinion publique, à travers des conférences portant généralement sur la culture de non-violence, la réconciliation, ou les sources bibliques et évangéliques de la non-violence. Mais également par l'organisation de colloques, tels que celui sur le thème *Face à la violence : fondements et pratiques de la Réconciliation* organisé en 1996, ou celui sur le lancement de la Décennie en 2000. Enfin, on le verra, un organe essentiel de la diffusion des informations et de la réflexion du MIR est la revue trimestrielle *Les cahiers de la Réconciliation*.

C Un mouvement aux bases religieuses.

Un aspect important de cette activité d'approfondissement humain face aux violences, outre la réflexion, est l'activité spirituelle : une *communion de prière* est proposée aux adhérents pour soutenir intérieurement, personnellement ou collectivement, l'action du mouvement ici et à l'étranger. Il s'agit d'une proposition qui est faite aux membres, de soutenir une fois par mois une attention de prière commune, en faveur de la justice ou de la paix, en lien avec les autres branches de l'IFOR. Cette communion de prière constitue une base essentielle de cette « fraternité » interreligieuse qui rassemble des acteurs de paix au nom de l'Évangile.

Des relations plus ou moins étroites sont entretenues avec les différentes Églises chrétiennes en France et au-delà. Ainsi certains membres du MIR sont mandatés pour le suivi des relations avec les Églises protestantes, qui sont de plus en plus réceptives au thème de la non-violence. Des contacts ont lieu avec les responsables de la Fédération des Églises Protestantes de France, et notamment dernièrement une séance de travail avec leur président, Jean-Arnold de Clermont. Le MIR est membre de la Fédération protestante de France et de sa commission *Église et société*. Il sera l'un des organisateurs des assises de la Fédération en 2004, qui auront pour thème celui de la Décennie, "Surmonter la violence".

Le mouvement est également présent dans les médias religieux, à travers une participation à l'émission religieuse de France 2, "Agapè", ou encore par des contributions dans des journaux et magazines tels que *La Croix* et *Réforme*. Une émission mensuelle animée par des membres du MIR est assurée sur Fréquence Protestante depuis une vingtaine d'années, et un culte également animé par des pasteurs du mouvement a été radiodiffusé sur France Culture en 2003.

Une représentation est encore assurée au *Collège Cévenol*, dont le mouvement est l'un des fondateurs. Le MIR travaille enfin en relation ou à la demande d'organisations d'origine confessionnelle comme lui telles que le CCFD, la CIMADE ou l'ACAT. En conclusion il constitue un lieu d'interaction et de dialogue privilégié, parmi l'ensemble des organisations non-violentes françaises, avec l'ensemble des instances chrétiennes et des acteurs religieux.

D Les Cahiers de la réconciliation.

La réalisation et la publication chaque trimestre de la revue *Les cahiers de la réconciliation*, sont entièrement prises en charge par le MIR. En 2003 la revue fête ses 70 ans d'existence : son premier numéro est paru en 1926, mais sa publication a dû être interrompue de 1939 à 1946. Elle est donc la plus ancienne revue française à traiter des thèmes de la paix et de la non-violence. Son tirage actuellement est de 1500 exemplaires, pour une diffusion tant en France qu'à l'étranger.

Chaque trimestre, en 46 pages, un thème de fond ou d'actualité comme le terrorisme, les essais nucléaires français, ou le conflit israélo-palestinien, est abordé dans un *dossier*, avec des contributions de membres du MIR, de l'IFOR, ou de personnes (intellectuels, religieux, acteurs de terrain,...) extérieures au mouvement mais ayant une compétence particulière sur le sujet traité. La revue s'efforce toujours de relier l'actualité du monde à la réflexion propre à la non-violence et à la paix, d'examiner des sujets actuels à la lumière de l'exigence évangélique de non-violence.

En dehors de ces dossiers, la revue peut également comporter des communiqués de presse ou des réflexions spécifiques de l'IFOR concernant des sujets d'actualité, dans une partie *Point d'actualité*, ou des éclairages historiques dans une partie *Point d'Histoire*. Elle contient des éclairages spirituels sur les sources évangéliques de la non-violence et un texte de méditation sur la paix dans la rubrique *Sources*. Des informations concernant les activités du mouvement ou les partenaires non-violents, ainsi que des recensions de livres et le courrier des lecteurs, constituent quand à eux la rubrique *Magazine*. Enfin, chaque Cahier comprend un encart de quatre pages de *Nouvelles internationales* dans sa partie centrale, consacré à l'actualité du mouvement dans le monde.

Le comité de rédaction des *Cahiers de la Réconciliation* est composé essentiellement de membres du MIR, la réalisation est assurée par le secrétariat du mouvement. Le secrétaire, Bernard Jung, est chargé en particulier de la correspondance avec les auteurs, de la saisie et de la redistribution des articles aux correcteurs, de l'élaboration de la maquette, de la sélection des photos,...

On peut dire que les *Cahiers* constituent l'une des bases et l'un des points de force du MIR, en tant qu'outil essentiel de l'unité du mouvement, organe de diffusion des idées de celui-ci, et espace de réflexion reconnu. Ils sont diffusés dans l'ensemble du monde francophone.

Un double numéro exceptionnel vient de paraître, sur le thème de la Décennie internationale de promotion de la non-violence et de la paix, de l'ONU. On y trouve des messages de Kofi Annan, Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco, et Konrad Raiser, secrétaire général du Conseil Œcuménique des Eglises, ainsi que des contributions de praticiens, de scientifiques reconnus ou de hauts représentants des diverses religions, sur le thème de la non-violence. Des éclairages pratiques et des fiches d'action viennent compléter ces réflexions. Un numéro simple exceptionnel est prévu en 2004 à l'occasion des 80 ans du MIR, avec une sélection d'articles marquants de chaque décennie. Enfin un numéro double édité en 2000 et intitulé *Des textes de paix pour prier* est actuellement en cours de réédition.

Dans le domaine de la communication, outre le bulletin interne d'information trimestriel mentionnés plus haut, un site internet est actuellement en cours de réalisation.

III Coopérer pour la paix.

A Le MIR : un pilier la Coordination française pour la Décennie.

L'IFOR, on l'a vu, est l'un des initiateurs de la *Décennie de promotion d'une culture de non-violence et de paix au profit des enfants du monde*, promulguée par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1998 pour les années 2001-2010. Sa branche française, à son tour, se trouve être à l'origine de la création de la Coordination française pour la Décennie, qui regroupe des mouvements et des organisations d'horizons multiples dans le but de promouvoir, par des actions communes, cette culture de non-violence et de paix. Christian Renoux, co-président du MIR, en assure la présidence depuis sa création en 2000.

En trois ans, la Coordination a pris une grande ampleur en regroupant en son sein une cinquantaine de mouvements et associations, avec un comité de parrainage de plus de 120 personnalités dont les scientifiques Hubert Reeves, Albert Jacquard, Boris Cyrulnik, des artistes tels que Jean Ferrat, Thierry Lhermitte, Jean-Michel Jarre, des intellectuels tels que Philippe Meirieu, Ignacio Ramonet, Jean Delumeau, ou encore des religieux tels que Dalil Boubakeur, René-Samuel Sirat ou Mgr Stenger, etc... .

La Coordination est de plus en plus active en France, elle s'est dotée d'un secrétariat pour assurer la coordination des initiatives prises dans ce cadre, et met en lien de nombreux mouvements qui habituellement ne sont pas tous mobilisés sur le thème de la paix. Des initiatives locales sont prises dans son cadre, telles que la création de coordinations locales pour la Décennie, associant les membres d'associations diverses ; la réalisation d'ateliers ou d'animations de quartier sur le thème de la paix, ou encore l'organisation d'un Forum national sur *La non-violence à l'école, de la maternelle à l'université* en octobre 2003.

Ces actions s'inscrivent pour la plupart dans le cadre de la grande campagne portée par la coordination : la « Campagne pour l'éducation à la non-violence et à la paix à l'école », qui demande l'introduction d'un enseignement à la non-violence et à la paix dans le cycle scolaire, ainsi que l'introduction de cette matière dans la formation des maîtres et enseignants et l'accès de ces derniers à des stages sur la résolution non-violente des conflits. Cette campagne comporte une lettre-pétition, une réflexion sur des propositions de programmes scolaires, la création de mallettes pédagogiques pour chaque âge, des rencontres avec le ministère de l'éducation nationale,... Elle vise l'introduction effective de la non-violence et de la résolution des conflits dans le cadre du système éducatif.

En outre, l'autre grand projet de la Coordination française, est l'organisation du premier Salon international des Initiatives de Paix, qui se tiendra à Paris en Juin 2004.

Un certain nombre de commissions ont été mises en place dans le cadre de la Décennie: la commission éducation, particulièrement chargée de soutenir la campagne pour l'éducation à la non-violence et à la paix à l'école, la commission Salon des Initiatives de Paix, chargée de l'organisation de ce dernier, la commission religions, qui étudie le rapport des religions à la non-violence et a pour projet de publier un ouvrage exposant le fruit de ces recherches, la commission recherche, qui envisage la création d'un centre d'enseignement de la culture de paix en France, sur le modèle des *peace studies* anglo-saxonnes, enfin la commission animation, chargée de mettre à la disposition des coordinations locales les différents outils et fiches réalisés dans le cadre de cette Décennie.

Le MIR a joué et joue un rôle essentiel d'initiateur, de moteur et d'animateur de cette Coordination française.

Au niveau international, la Coordination internationale pour la Décennie vient d'être créée : c'est la Coordination française pour la Décennie qui se trouve être à l'origine du lancement de celle-ci en juin 2003, et qui en assure la présidence : c'est donc Christian Renoux, co-président de la branche française du MIR, qui se trouve être également le président de cette Coordination internationale. Cette dernière regroupe plusieurs Coordinations nationales (Autriche, France,...) ainsi que des organisations internationales (Caritas, IFOR, Pax Christi International,...) présentes dans de nombreux pays : aux Philippines, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, etc...Elle est parrainée par deux Prix Nobel de la Paix et membres du MIR : l'Irlandaise Mairead Cunnigan et l'Argentin Adolfo Perez Esquivel.

B Les mouvements non-violents et les autres partenaires privilégiés.

Le MIR a vu naître l'ensemble des autres organisations non-violentes françaises, qui lui sont toutes postérieures, et a parfois participé à la formation de leurs fondateurs ou de leurs membres. Il a joué et joue un rôle important dans la dynamique générale de ces mouvements, ayant toujours été un lieu de croisement, de formation, de passage ou d'enracinement de nombreux militants.

Des liens réguliers ont toujours été entretenus avec les autres grands mouvements tels que l'Arche et le MAN, avec lesquels de nombreuses actions communes ont été menées contre le nucléaire ou encore pour l'objection de conscience. Des relations sont actuellement entretenues avec le Cun et l'Arche en particulier. Le MIR fait partie des membres fondateurs de Non-Violence XXI, et est l'un des principaux animateurs de la Coordination française pour la Décennie. C'est surtout à travers ces regroupements que le mouvement est en relation avec les autres organisations non-violentes.

Le mouvement garde la volonté de maintenir son identité de chrétien non-violent au sein des autres organisations non-violentes (Arche, MAN, ...).

Le MIR entretient des relations privilégiées et très étroites avec le mouvement *Génération Médiateurs*, qui est issu du groupe « Médiation » du MIR et intervient actuellement en milieu scolaire en particulier, pour la formation de jeunes médiateurs. Génération Médiateurs est l'un des principaux organismes de promotion de la médiation scolaire en France.

Au niveau international, on a vu que le MIR fait partie de l'IFOR, qui regroupe des membres, branches ou groupe affiliés dans plus de quarante pays dans le monde. De ce fait, le MIR jouit d'un réseau international de première importance et entretient des relations uniques et privilégiées avec de nombreux acteurs de paix dans le monde. C'est là incontestablement une immense richesse pour la réflexion et l'action du mouvement et un atout considérable pour une construction de la paix au niveau mondial qui passe par le dialogue et l'enrichissement mutuel des pratiques.

Des contacts étroits et privilégiés avec nombre d'institutions religieuses, ont été mentionnés plus haut. Mais au-delà, le MIR se trouve être à l'origine de la création de nombreux réseaux et mouvements : il figure parmi les fondateurs de l'organisation Eirene, du Service Civil International, du Comité de Coordination pour le Service Civil (CCSC), de Stop-Essais, de la Maison de Vigilance de Taverny, de Church and Peace, du Collège Cévenol, organisations dont il est membre, ou de l'ACAT, dont l'une des fondatrices était membre du MIR. Henri Roser, ancien président du MIR, fut également le premier président de Partage.

Jean Goss figure parmi les initiateurs du SERPAJ (Servicio Justiz y Paz) en Amérique Latine. Jean-Louis Valatx, membre du groupe lyonnais du MIR, est fondateur de l'Association des Vétérans des Essais Nucléaires.

C Une présence active dans l'Afrique des Grands Lacs.

Le MIR est également actif à l'étranger, par l'intermédiaire de ses membres qui vivent sur d'autres continents. La branche française soutient en particulier le travail impressionnant entrepris par Alfred Bour au Rwanda et dans les pays avoisinants pour la formation à la non-violence. Ancien président du MIR, prêtre, Alfred Bour est depuis 1995 envoyé par ses supérieurs et mandaté par le MIR pour effectuer un travail de formation et d'enracinement de la non-violence active dans un pays profondément meurtri par les violences. Il travaille dans la cadre du Bureau pour le Service de la Non-violence du diocèse de Butaré au Rwanda, mais intervient également au Burundi et en République Démocratique du Congo.

Son action comporte deux axes essentiels :

-la formation à la non-violence active dans l'esprit du MIR. Cette activité consiste essentiellement dans la formation de personnes-ressources capables de transmettre cette culture de non-violence active. Cette dernière ne se réduit pas à des techniques d'action militante, mais intègre aussi et surtout les aspects quotidiens, relationnels, éducatifs, philosophiques de la non-violence, et ses racines religieuses et spirituelles. Alfred Bour a délivré jusqu'à aujourd'hui plus de deux cent certificats habilitant des jeunes de niveau universitaire à être formateurs et formatrices à la non-violence active : pour cela deux années de vie de groupe, d'étude de la non-violence et de formation sont exigés. Les jeunes peuvent s'engager dans ce cycle de formation lors d'une « eucharistie d'engagement ». Plusieurs groupes, comptant entre trente et cinquante personnes, sont nés de ce travail. Certains de membres de ces groupes fondent ensuite des « Maisons de paix », dans l'esprit d'une diffusion de la paix partant de l'intérieur (« un cœur en paix ») pour s'élargir progressivement (« famille de paix », « maison de paix »).

Des diacres du « groupe Jean Goss » (futurs prêtres) sont également formés à la non-violence et reçoivent des livres sur ce thème pour les encourager à devenir promoteurs actifs de la non-violence dans la société. Des formations et animations plus ponctuelles sont organisées également auprès de religieux et de laïcs de toutes confessions, dans un esprit d'ouverture œcuménique.

- la diffusion de la non-violence évangélique active à travers des documents de promotion, de formation ou d'information. Alfred Bour est l'auteur du manuel *Oser la non-violence*, qui en est à sa deuxième édition et a été publié à 5000 exemplaires, ainsi que d'autres ouvrages et opuscules sur la spiritualité de la non-violence, et sur l'avenir du Rwanda. Ces documents sont publiés en français ainsi que dans la langue locale. Un effort important a été fait pour la traduction du best-seller de Martin Luther King *La force d'aimer* en kinyarwanda, la langue du Rwanda. Le manuel *Oser la non-violence* sert en particulier de base à la formation des jeunes ; il est également diffusé bien au-delà de cette région.

La revue bilingue *Le prix de la paix / Ikigazy Lyamahoro* paraît depuis 5 ans et est publiée à 2000 exemplaires. Elle est un instrument essentiel de réflexion et de promotion de la culture de non-violence au Rwanda. Cet effort de diffusion ainsi que d'inculturation de la

non-violence est relayé à son tour par les jeunes formés : ainsi le groupe Jean Goss a rédigé un lexique non-violent en kinyarwanda.

Le MIR apporte un soutien essentiel à cette action de longue haleine entreprise au Rwanda et dans sa région ; au niveau moral et spirituel d'une part, et au niveau financier d'autre part. Il ne s'agit pas là exactement d'un « partenariat » à proprement parler, mais plus d'une extension de l'activité du MIR à l'étranger. Activité qui constitue un pôle essentiel de celle du mouvement.

Pour conclure...

Le MIR dispose d'un certain nombre de ressources et d'atouts importants, de par son implication dans le réseau international IFOR, qui lui procure des liens de confiance et de coopération de premier ordre avec de nombreux groupes, branches et organisations affiliées à l'IFOR, dans le monde entier. De même, des relations soutenues et privilégiées sont entretenues avec les milieux chrétiens et les institutions religieuses, au travers de rencontres, d'interventions et de formations.

C'est pour une grande part dans ces partenariats et ce réseau en France et à travers le monde, que réside la principale richesse du MIR. Mais également dans une compétence acquise en formation et réflexion sur la non-violence et ses racines évangéliques. Cependant le mouvement connaît quelques difficultés de financement, ainsi que de renouvellement des adhérents, qui empêchent ses potentialités d'action et ses compétences d'être valorisées à plein. C'est donc en particulier à travers les initiatives entreprises en Afrique des Grands Lacs, ou l'implication dans la Coordination française pour la Décennie, qu'apparaissent pleinement les ressources et la fécondité du MIR aujourd'hui.

Sources :

- entretiens avec Christian Renoux, du 22 Mai et du 6 Novembre 2003;
- numéros des Cahiers de la Réconciliation ;
- numéros du Bulletin d'information du MIR;
- brochures de présentation du MIR;
- texte " La non-violence et ses racines évangéliques. Orientations de la branche française du MIR", 1988;
- "Lettre des Milles Collines" n°8.

Auteur :

Guillaume Gamblin, dans le cadre d'un travail de recherche coordonné par Non-violence XXI et la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme.